

Contribution de Telecom Italia S.A. à la consultation publique relative à l'analyse des marchés de la téléphonie fixe

Le bilan et la définition des marchés par l'ARCEP dans cette consultation n'appellent pas de commentaires particuliers de la part de Telecom Italia qui concentrera donc ses commentaires sur les mesures de régulation ex ante futures proposées par l'Autorité.

Si Telecom Italia se félicite de cette consultation sur les principes du futur cadre réglementaire, elle appelle également de ses vœux une large et préalable consultation du secteur sur le niveau tarifaire des terminaisons d'appel qui à l'évidence est une question très structurante pour l'ensemble du marché.

1/ Sur la disparition de toute régulation asymétrique des marchés de détail

L'ARCEP propose la disparition de toute régulation asymétrique sur les marchés de détail de la téléphonie fixe sur la base de la maturité de ces marchés et de l'existence d'offres de gros adaptées.

Si Telecom Italia ne conteste pas l'objectif annoncé, elle ne partage pas complètement le constat fait par l'Autorité sur l'état du marché et des offres de gros.

Sur le marché d'abord, peut-on vraiment parler de maturité ou même de marché qui tend vers la maturité quand l'opérateur historique détient encore plus de 90% du marché de l'accès ? De plus, TI considère que le mouvement de consolidation observé ces dernières années sur le marché français, s'il peut avoir des effets positifs sur le jeu concurrentiel par le renforcement de certains acteurs vis-à-vis de l'opérateur historique, peut aussi à un certain stade poser des problèmes en termes d'intensité concurrentielle. Un marché qui tend vers un oligopole n'est pas sans poser des questions concurrentielles qui auraient sans doute mérité une analyse plus poussée de l'ARCEP dans son document de consultation.

Sur l'existence d'offres de gros adaptées, Telecom Italia souhaite également émettre un certain nombre de réserves. Selon TI, la disparition de la régulation sur les marchés de détail devrait être conditionnée à la mise en œuvre effective d'un certain nombre d'avancées sur les offres de gros.

❖ Les mesures proposées sur les offres de gros pour garantir une concurrence loyale

En zone dégroupée, l'arrivée de la VGAST a introduit seulement une concurrence sur le marché de la voix en bande basse en forte décroissance alors que le marché de la voix sur large bande est lui en forte croissance. Cette introduction de la VGAST ne peut donc justifier à elle seule un allègement de la réglementation mais la meilleure maîtrise de l'accès doit aussi passer par une amélioration des conditions du dégroupage, notamment :

- ▶ l'amélioration des conditions techniques (disponibilité) et économiques de l'offre de fibre nue pour relier les répartiteurs dégroupés ;
- ▶ une baisse des tarifs des prestations annexes ;
- ▶ la mise en œuvre effective de l'obligation de non discrimination incombant à FT en terme de temps de réparation des lignes en panne par l'introduction d'un SLA permettant

- réellement aux opérateurs alternatifs de répliquer le SLA offert par France Télécom à ses clients sur le marché de détail et d'un régime de pénalités incitatives ;
- ▶ la mise en œuvre effective de l'obligation de non discrimination incombant à FT en terme d'activation et de résiliation d'une ligne dégroupée, avec l'introduction de la possibilité pour le client de choisir sa date de dégroupage ou l'introduction d'une procédure de remise en l'état accélérée de sa ligne en cas de rétractation d'un client dans les jours suivants son activation.

❖ Une absence d'analyse des conditions de la concurrence en fonction des zones géographiques

Si le dégroupage de la boucle locale constitue pour Telecom Italia le moyen privilégié de développement de la concurrence car permettant une maîtrise totale du service et de l'abonné, il implique des investissements très lourds et se déploie donc de manière progressive. La plupart des opérateurs comme Telecom Italia qui ont une stratégie de couverture nationale ont recours avant de mettre en œuvre le dégroupage à des offres de gros d'accès à large bande.

Cependant, sur certaines zones géographiques, la structure de la demande est trop éparse et le coût de raccordement des répartiteurs trop élevé pour que la rentabilité du dégroupage ne puisse être assurée. Dans ce cas, l'offre d'accès à large bande est la seule offre permettant d'entrer sur le marché.

Il nous semble donc essentiel, qu'en complément du point développé précédemment, l'allègement des obligations sur le marché de détail de la téléphonie fixe soit accompagné d'un examen des offres de dégroupage et de DSL qui tiennent compte des disparités territoriales et de la différence en terme de coût de raccordement entre zones dégroupées et non dégroupées.

2/ Sur la disparition de toute régulation asymétrique des marchés du transit

Si Telecom Italia n'est pas défavorable à la levée de la régulation sur le marché du transit comme proposé par l'Autorité, elle souhaite rappeler que cet allègement de la régulation doit impérativement être précédé par une révision de certaines règles d'interconnexion obsolètes et constituant des barrières à la concurrence sur les marchés du transit.

En particulier, Telecom Italia considère que l'obligation de disposer d'un nombre minimum de 16 BPN par colocalisation à laquelle s'ajoute une interdiction de maintenir des équipements de transmission (ADM, couche CWM) déjà installés en salle de colocalisation aux fins de la collecte DSL en cas de résiliation de ces BPN, font peser sur les opérateurs des coûts indus et brident la concurrence en matière de transit intra territorial.

En effet, ces contraintes figent des architectures d'interconnexion inefficaces avec France Télécom en empêchant les opérateurs alternatifs de bénéficier d'offres plus intéressantes de concurrents.

Concernant la **première contrainte de 16 BPN par colocalisation** - l'offre de référence en vigueur dispose que « Le débit minimal nécessaire pour bénéficier de l'offre de colocalisation dans un site PRO est de 34 Mbit/s (soit 16 BPN) » - Telecom Italia considère qu'elle n'est aucunement justifiée :

- elle conduit à maintenir des interconnexions surdimensionnées et donc génératrices de coûts indus alors même que le débit minimal de l'ensemble de la collecte sur la plupart des PRO est bien supérieur à 34 Mbit/s,
- elle nous semble également contraire au principe régulant l'interconnexion selon lequel «L'offre [...] est suffisamment détaillée pour que l'opérateur demandeur ne paye que l'utilisation des moyens strictement liés à la prestation demandée.»,
- si cette contrainte d'un nombre minimum de 16 BPN s'expliquait par un objectif d'amortissement des coûts fixes d'une colocalisation, Telecom Italia note que cet objectif serait largement réalisé puisque dans la majorité des cas les colocalisations des opérateurs présents sur le marché datent de plusieurs années,
- surtout, cette contrainte de nombre minimum de BPN par PRO colocalisé n'est plus compatible avec le développement du marché caractérisé par la forte baisse du trafic de sélection de transporteur et le développement de la VoIP.

Les remarques de TI valent également pour les contraintes pesant sur le nombre minimum de BPN au CAA.

Concernant maintenant **l'interdiction d'utiliser des équipements pour la collecte DSL déjà installés dans des salles de colocalisation** aux seules fins de cette collecte (donc après résiliation des BPN d'interconnexion dans ces salles), là encore, la position de France Télécom nous semble résulter uniquement d'une lecture rigide des conventions en vigueur mais ne trouve aucune justification logique, le maintien de ces équipements n'entraînant pour elle aucun coût ou complexité technique supplémentaires. A ce titre, TI adhère totalement au principe préconisé par l'Autorité à la fois dans son analyse des marchés de gros du haut débit et très haut débit et dans l'analyse présente de mutualisation des ressources déployées sur un site au titre du dégroupage, des offres de gros d'accès haut débit et des prestations d'interconnexion ou de dégroupage. Les conventions d'interconnexion et de dégroupage devraient donc être réexaminées à la lumière de ce principe afin de supprimer toutes les limitations injustifiées à cette mutualisation.

3/ Sur la régulation des marchés de gros

Telecom Italia soutient les propositions faites par l'Autorité en matière de reconduction des obligations pesant sur France Télécom sur les marchés de gros. Cette reconduction doit être réalisée dans un souci de donner aux opérateurs alternatifs le maximum de visibilité et de stabilité par rapport à leurs choix techniques et plans d'affaire.

4/ Sur la régulation des terminaisons d'appel

Telecom Italia fait plusieurs constats sur les marchés de gros du départ et de la terminaison d'appel :

- France Télécom reste à ce jour en Europe l'opérateur historique disposant d'une des plus importantes parts de marché de l'accès, supérieure à 90%, et en tout cas supérieure à celles de ces homologues dans les principaux pays de l'Union : Royaume Uni, Allemagne, Espagne et Italie,
- même si quelques opérateurs alternatifs annoncent aujourd'hui des résultats bénéficiaires, de tels résultats sont encore loin de concerner l'ensemble des opérateurs alternatifs et en tout état de cause les terminaisons d'appel ne sauraient constituer pour aucun d'entre eux une « rente »,

- d'ailleurs, il convient de noter que les terminaisons d'appel des opérateurs alternatifs ont toujours été en France « contrôlées » au travers de divers règlements de différend. Ainsi, le niveau d'asymétrie entre ces terminaisons et celle de l'opérateur historique est toujours resté raisonnable. Cette asymétrie n'a en tout cas jamais atteint des niveaux que l'on a pu constater dans d'autres pays,
- bien que n'ayant jamais pu bénéficier d'une rente liée à la terminaison d'appel, les opérateurs alternatifs fixes ont du jusqu'à ce jour investir massivement pour déployer leur réseau en dégroupage ; pour la plupart des opérateurs, même les plus anciens sur le marché, ces déploiements sont toujours en cours compte tenu notamment de la disponibilité tardive d'une offre opérationnelle de fibre noire passive de la part de l'opérateur historique. Ces investissements à peine terminés et en aucun cas rentabilisés, s'annoncent déjà de nouveaux investissements colossaux dans les nouveaux réseaux de fibre jusqu'à chez l'abonné. Même si ces derniers investissements concernent cette fois tous les opérateurs, y compris France Télécom, il est indéniable que ce dernier dispose d'énormes avantages par rapport aux opérateurs alternatifs du fait notamment de son accès privilégié aux infrastructures. L'existence d'une concurrence dans le très haut débit et la lutte contre l'avènement d'une nouvelle fracture numérique nécessitent que les opérateurs alternatifs puissent dans les années à venir bénéficier de revenus suffisants pour investir de nouveau dans de nouvelles infrastructures,
- l'asymétrie des terminaisons d'appel en France n'a jamais été et ne saurait être considérée à court et moyen terme comme faisant courir un risque de distorsion de concurrence,
- force est de constater d'ailleurs que l'opérateur en défaveur duquel s'exerce l'asymétrie se porte particulièrement bien. En effet, Orange a annoncé de très bons résultats financiers pour l'année 2007, supérieurs aux attentes et sur les 6 derniers mois de l'année 2007, Orange a attiré à lui seul 53% des abonnés à l'ADSL en France,
- enfin, au titre de ses obligations de séparation comptable et de comptabilisation des coûts, France Télécom a récemment publié ses comptes séparés. Cette publication fait apparaître des marges importantes sur les comptes 2006 incompatibles avec les obligations d'orientation vers les coûts pesant sur l'opérateur historique. Ces marges sont particulièrement élevées sur les marchés 8 et 9. On ignore pour le moment si ces marges existaient avant 2006 mais au regard de l'absence de baisses significatives des tarifs de gros de France Télécom depuis cette date, on peut penser par contre qu'elles ont persisté depuis. Si de telles marges indues venaient à être confirmées, il conviendrait que l'ARCEP en tire les conclusions, notamment en termes de fixation des terminaisons d'appel pour les années à venir.

Au regard de l'ensemble de ces constats, Telecom Italia souscrit d'abord au principe de n'imposer aux opérateurs alternatifs qu'une obligation de ne pas pratiquer de tarifs excessifs en matière de terminaison d'appel contrairement à France Télécom sur laquelle doit continuer à peser une obligation d'orientation vers les coûts. Concernant la convergence de ces terminaisons d'appel entre elles, si Telecom Italia en accepte le principe, elle considère que cet objectif ne saurait être atteint dans le cas de la France dans un délai de 3 ans (le GRE lui-même évoque d'ailleurs plutôt un délai de 4 à 5 ans) et que la persistance d'une asymétrie significative dans les années à venir, loin de faire courir un risque de distorsion de concurrence au marché est au contraire indispensable au maintien de cette concurrence.